

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AMR 34/006/2007 (Public)

Bulletin n° : 028

ÉFAI

9 février 2007

Guatemala. La vague d'agressions dont sont victimes les militants des droits humains depuis le début de l'année 2007 doit faire immédiatement l'objet d'une enquête

Amnesty International a demandé ce vendredi 9 février aux autorités guatémaltèques d'enquêter sur l'augmentation préoccupante des assassinats, intrusions illicites et actes d'intimidation dont sont victimes les défenseurs des droits humains, et de déférer à la justice les personnes soupçonnées d'être responsables de ces agissements.

Profitant du climat d'impunité qui règne dans le pays, des groupes clandestins et le crime organisé ont redoublé d'efforts pour empêcher les défenseurs des droits humains de faire leur travail.

« Qu'il s'agisse d'agriculteurs assassinés pour avoir défendu les intérêts de leur communauté ou d'avocats intimidés pour être intervenus dans des affaires de crimes contre l'humanité, on voit apparaître un modèle d'attaques perpétrées en toute impunité », a déclaré Sebastián Elgueta, responsable des recherches sur le Guatemala au sein d'Amnesty International.

Le 6 février, Israel Carías Ortiz a été assassiné avec ses deux fils de neuf et dix ans alors qu'il revenait chez lui à Los Achiotes (département de Zacapa). Les premières informations indiquent que quatre impacts de balle ont été relevés sur le corps de cet homme et que ses deux fils ont été abattus d'une balle dans la tête. Israel Carías Ortiz, qui militait au sein du Comité de l'unité paysanne (CUC), continuait de défendre les intérêts de sa communauté engagée dans un conflit agraire alors qu'il avait été menacé à plusieurs reprises. La mère d'Israel Carías Ortiz est morte en apprenant ce qui s'était passé.

Le 5 février, le personnel du Centre pour la poursuite en justice des responsables de violations des droits fondamentaux (CALDH) a reçu une menace de mort. Un mot laissé dans le véhicule d'un membre du CALDH informait le personnel des conséquences auxquelles il s'exposait s'il continuait de soutenir les poursuites engagées contre certains des responsables des violations des droits humains commises pendant le conflit armé du Guatemala.

Le 5 février encore, les membres du personnel du Mouvement national des droits humains (MNDH), de l'Unité de protection des défenseurs des droits humains (UPDDH) et de l'association Comunicarte, qui partagent les mêmes bureaux, se sont rendus compte quand ils sont revenus travailler que des individus avaient pénétré dans leurs locaux en leur absence. Le personnel a constaté que du matériel avait disparu et que leurs archives avaient été consultées par les intrus.

Entre le 12 et le 25 janvier, le militant écologiste Flaviano Bianchini a reçu sept menaces de mort par

téléphone et il a constaté à cinq reprises qu'il était pris en filature. Cet homme a travaillé à un rapport établissant que les activités minières à San Marcos avaient un impact destructeur sur l'environnement.

Le 15 janvier, le syndicaliste Pedro Zamora a été assassiné à Puerto Quetzal (département d'Escuintla). Selon les informations dont on dispose, cinq individus ont tiré une centaine de balles sur la camionnette de Pedro Zamora qui a été touché par une vingtaine d'entre elles. Il a été grièvement blessé et son véhicule s'est écrasé contre un mur ; un des assaillants se serait alors approché et l'aurait abattu d'une balle dans la tête. Pedro Zamora avait participé en tant que secrétaire général du Syndicat des travailleurs du port de Quetzal (STEPQ) aux négociations avec la direction pour la réintégration d'ouvriers licenciés.

Entre le 13 septembre 2006 et le 23 janvier 2007, l'Équipe d'études communautaires et d'action psychosociale (ECAP) a signalé huit actes distincts de filature, de menace de mort et d'intimidation. L'ECAP, qui travaille en étroite collaboration avec le Centre pour la poursuite en justice des responsables de violations des droits fondamentaux (CALDH), apporte son soutien aux communautés qui ont été victimes de violations des droits humains pendant le conflit armé qui a déchiré le Guatemala.

Les écologistes Carlos Albacete Rosales et Piedad Espinosa Albacete, ont été victimes de ce qui s'apparente à une tentative d'assassinat le 10 janvier. Alors qu'ils revenaient chez eux ce jour-là, trois hommes au moins ont ouvert le feu sur leur véhicule. Ils s'en sont sortis avec des blessures légères ; deux jours plus tard, cependant, ils ont signalé qu'ils avaient été pris en filature. Carlos Albacete Rosales et Piedad Espinosa Albacete ont soutenu les initiatives menées pour préserver la réserve Biósfera Maya.

« Quatre assassinats, une tentative de meurtre, une intrusion illicite et au moins 20 actes d'intimidation au cours des quarante premiers jours de l'année, voilà qui est inacceptable et témoigne d'une absence totale de volonté politique de la part du gouvernement de protéger les défenseurs des droits humains », a conclu Sebastián Elgueta.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, Amnesty International – 1 Easton St., Londres, WC1X 0DW site : <http://www.amnesty.org>